

Le *decolonial turn* : quels échos, résonances et chantiers pour l'APAD ?

Marie Deridder, Elieth P. Eyebiyi et Anneke Newman



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/anthropodev/1340>
DOI : 10.4000/anthropodev.1340
ISSN : 2553-1719

Éditeur

Presses universitaires de Louvain

Édition imprimée

Pagination : 331-346
ISBN : 978-2-39061-175-2
ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Marie Deridder, Elieth P. Eyebiyi et Anneke Newman, « Le *decolonial turn* : quels échos, résonances et chantiers pour l'APAD ? », *Anthropologie & développement* [En ligne], Hors-série | 2021, mis en ligne le 01 juin 2022, consulté le 05 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1340> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1340>



Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>



Le *decolonial turn* : quels échos, résonances et chantiers pour l'APAD ?

Marie Deridder*, Elieth P. Eyebiyi** et Anneke Newman***

Depuis une quinzaine d'années, la notion controversée de « décolonisation » occupe l'espace médiatique et académique des Nords comme des Suds. Elle donne lieu à des débats parfois paroxystiques et suscite des mobilisations diverses dans des contextes fort différents. Aujourd'hui, cette notion cristallise et galvanise un « renouveau de la révolte » ancré dans un mouvement épistémique, politique, éthique et intellectuel ancien. Les ^{xx}e et ^{xxi}e siècles voient ainsi une montée en puissance de la prise de conscience et d'efforts collectifs pour comprendre la décolonisation ou la décolonialité comme un projet inachevé et toujours d'actualité, notamment dans l'espace universitaire. Cet article examine la question du tournant décolonial, en interrogeant par la même occasion les possibilités pour l'Association pour l'anthropologie du développement et du changement social (APAD) de prolonger cette réflexion afin d'éclairer les affinités, les résonances et les échos des arguments décoloniaux avec son projet fondateur, et d'identifier quelques enjeux et chantiers.

For the past fifteen years, the controversial notion of "decolonization" has occupied media and academic spaces of the Global North and South alike. It gives rise to sometimes paroxysmal debates as well as various mobilizations in different contexts. Today, this notion crystallizes and galvanizes a "renewal of revolt" anchored in an ancient epistemic, political, ethical and intellectual movement. The twentieth and twenty-first centuries thus saw a rise in awareness and collective efforts to understand decolonization or decoloniality as an unfinished, and still relevant, project, particularly in academia. This article appraises the question of the decolonial turn, while also examining the possibilities for the Association for the Anthropology of Development and Social Change (APAD) to contribute to these reflections; to shed light on the affinities, resonances and echoes of decolonial arguments with its founding ethos; and to identify some issues and pathways for the future.

* Marie Deridder est chercheure post-doctorante et boursière Marie Sklodowska-Curie (MSCA-IF) à Uppsala University (grant agreement n° 895859) ; marie.deridder@antro.uu.se

** Elieth P. Eyebiyi est chercheur au programme « La bureaucratisation des sociétés africaines » de l'Institut historique allemand (IHA Paris) et du Centre de recherches sur les politiques sociales (CREPOS) à l'université Cheikh Anta Diop et *fellow* à Stellenbosch University ; eelieth@yahoo.fr

*** Anneke Newman est chercheure post-doctorante et chargée de recherche au Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) à l'université libre de Bruxelles ; anneke.newman@ulb.be

Une joyeuse « école d'été » tropicale

Il y a quelques années, une prestigieuse institution européenne organisait une « école d'été » fort importante dans un pays d'Afrique subsaharienne, avec ses « partenaires » africains. Bien que les saisons dans cette région du monde soient bien connues et ne comptent pas nommément d'« été », l'événement fut baptisé « école d'été ». Le principe était de recruter de nombreux doctorant-es et étudiant-es africain-es pour les « former » à l'aide d'universitaires européens – les « experts » – et de quelques-uns de leurs collègues du pays hôte et de la région, les « facilitateurs locaux ». Tout comme les « experts » européens organisateurs de l'événement, ces « facilitateurs locaux » étaient titulaires de doctorats et, parfois, de positions hiérarchiquement plus élevées dans leurs universités en Afrique. Ils se retrouvèrent néanmoins marginalisés. Le sujet était si brûlant que, médusant l'assemblée, l'un des référents locaux, en théorie « coorganisateur », exprima avec finesse son courroux lors de la conférence inaugurale. Selon ses dires, il n'avait jamais rencontré les porteurs de projet européens avant le lancement de l'événement. Ceux-ci l'avaient contacté par voie électronique et n'avaient jamais accepté une réunion concrète, en l'occurrence en visioconférence, malgré ses multiples demandes. De plus, une fois l'équipe européenne arrivée, il avait en définitive le sentiment d'observer des personnes qui étaient venues pour faire du tourisme, avaient développé « leur activité » clés en main et repartiraient « sans rien laisser ».

Événement éphémère, il n'était pas prévu de « suite », pas d'achat d'ouvrages qui marqueraient l'activité et dont bénéficieraient, une fois celle-ci finie, les étudiant-es de l'université africaine hôte, ajouta-t-il. Les fonds liés à l'événement avaient été dépensés et administrés directement depuis l'Europe, sans réelle implication des « partenaires » africains. Un silence prolongé dans l'assemblée suivit son propos, devant officiels, médias et participant-es. Le bilan de l'orateur était clair : il avait été réduit aux courses administratives pour obtenir les signatures qui rendraient l'activité possible et avait eu affaire à une sorte d'équipée scientifique venue faire la fête. La décolonisation de l'univers académique reste ainsi un chantier loin d'être achevé.

Le retour de la décolonisation

Alors que la notion de « décolonisation » a une longue histoire, le « tournant décolonial » actuel a été amorcé il y a une quinzaine d'années, et, parmi ses nombreux apports, deux d'entre eux nous semblent majeurs : d'une part, la mise en lumière de l'imbrication du projet occidental-centré « modernité/colonialité » et, d'autre part, l'accent sur l'épistémologie et la production du savoir à l'échelle globale.

Le tournant décolonial s'enracine, en Amérique latine, autour de la notion de « colonialité du pouvoir » de Quijano (2000), qui examine l'imbrication du projet occidental-centré « modernité/colonialité », renvoyant à l'assujettissement et à l'exploitation de personnes et de sociétés comme force de travail afin d'accumuler des connaissances, des richesses et

du pouvoir servant, directement ou indirectement, le maintien de l'hégémonie¹ blanche occidentale patriarcale et le capitalisme extractif globalisé (Quijano, 2007 ; Kessi *et al.*, 2020). Cette matrice articulant race/classe/genre/savoir s'est historiquement construite à travers les impérialismes européen et euro-américain. Elle en est à la fois un mode et un instrument d'administration, un résultat et une conséquence, qui est hégémonique mais jamais totalisante et toujours contestée. Empreinte de violence, elle rend possible la domination et reste centrale dans les rapports sociaux contemporains. À juste titre, Ndlovu-Gatsheni (2021 : 453) souligne que le tournant décolonial « émerge aussi de luttes et de traditions de pensée provenant d'Afrique, de la diaspora africaine et d'autres sites épistémiques tels que la tradition radicale noire, la négritude, le rastafarisme, l'afrocentricité, les mouvements féministes/womanistes, les nationalismes radicaux et les afro-marxismes, ainsi que les mouvements intellectuels indigènes subalternes/locaux, parmi tant d'autres ». Loin de renvoyer à une seule école théorique, le *decolonial turn* est traversé de tensions et de différences. Il renvoie ainsi à « une famille de positions diverses qui partagent une vision de la colonialité comme problème fondamental de l'ère moderne (ainsi que de l'ère postmoderne et de l'ère de l'information), et de la décolonisation ou décolonialité comme une tâche nécessaire qui reste inachevée » (Maldonado-Torres, 2011 : 2).

L'existence d'autres empires ne contredit pas cette approche décoloniale. Ceux-ci possèdent une « différence impériale » (Tlostanova, 2012) : tout en imposant leurs logiques de domination, ils restent soumis à l'hégémonie de la colonialité euro-américaine, ce qui induit des situations éminemment complexes sur le terrain. Autre exemple, la montée en puissance des BRICS ces dernières décennies bouleverse les relations économiques et géopolitiques mondiales mais l'hégémonie épistémique euro-américaine demeure (Collyer *et al.*, 2019). Les BRICS représentent des exemples de « désoccidentalisation » plutôt que de décolonisation (Mignolo, 2017).

Un deuxième apport majeur du tournant décolonial est l'accent mis sur l'épistémologie et la production du savoir à l'échelle globale. Alors que l'accent était souvent mis sur une décolonisation épistémique qui devait s'accompagner d'une décolonisation matérielle ou structurelle pour être efficace (Moosavi, 2020 ; Tuck et Yang, 2012), les débats menés par les mouvements militants au sein du milieu académique (Rhodes Must Fall, Fees Must Fall, Why is my curriculum white ?) se concentrent d'une part sur une critique de la production du savoir et de sa diffusion, et d'autre part sur les universités devenues des sites de lutte. Plus que jamais, les institutions de recherche et d'enseignement supérieur, leurs méthodes de recherche, leurs enseignements et leurs pédagogies, leurs infrastructures et leurs symboles, leurs cultures de travail et d'embauche sont placés sous le microscope. De

¹ Selon une approche gramscienne élaborée par Collyer *et al.* (2019), nous entendons par hégémonie une notion qui « ne signifie pas un processus coercitif *top-down* imposant une vision unique du monde. Il s'agit d'un processus contesté de structuration des pratiques et des discours qui crée un sens commun partagé et qui doit prendre en compte les intérêts des groupes subalternes. Les techniques et les idées qui deviennent hégémoniques ne se développent pas à partir d'une seule source » (Collyer *et al.*, 2019 : 150).

plus, depuis peu, ce sont les universités des Nord(s) qui font partie des lieux de contestation et de réforme. Que ce soit sous la forme de revendications militantes ou de projets scientifiques, décoloniser l'univers académique a une vocation transformatrice et possède un contenu politique et normatif. Comme le soulignent Kessi *et al.* (2020 : 271), décoloniser, c'est d'une part revendiquer des formes de résistance en défaisant intentionnellement des pratiques, des affirmations et des institutions reproduisant des rapports asymétriques de pouvoir dans la société et au sein de l'université, et d'autre part viser constamment à construire, de manière alternative, des espaces, des réseaux et des façons de produire de la connaissance qui transcendent notre héritage épicolonial².

Dans le sillage du Black Feminism états-unien, Vergès (2019) constate un effacement des femmes d'une partie des luttes décoloniales, ce qui justifie la nécessité d'un double ancrage, à la fois féministe et décolonial. C'est pourquoi les « épistémologies féministes » (Harding, 1986 ; Smith, 1987, 1990 ; Haraway, 1988 ; Abu-Lughod, 2016) sont essentielles pour examiner la fabrique du savoir. Selon celles-ci, la connaissance est toujours et inévitablement partielle, incomplète et située. La subjectivité n'est alors pas considérée comme un obstacle mais comme une ressource pour la production de la connaissance scientifique, sans pour autant verser dans le relativisme radical (Flores Espínola, 2012 : 99). Ces approches pointent aussi l'androcentrisme blanc historique de la pratique scientifique et partagent une attitude critique par rapport à la possibilité d'une théorie générale de la connaissance passant sous silence les contextes sociaux et la positionnalité des sujets connaissant (Grosfoguel, 2007 ; Flores Espínola, 2012 ; Avanza *et al.*, 2015 ; Ndlovu-Gatsheni, 2018, 2021). Moreno (1995) rappelle que le monde académique prétend être « gender-free », sauf qu'il s'agit d'une fiction. L'archétype du « vrai » anthropologue reste celui d'un homme blanc, cisgenre et hétérosexuel réalisant son terrain seul, invisibilisant ainsi de fait tout·e autre acteur ou actrice ayant participé au processus de recherche. Déjà en 1987, avec sa notion de « conscience bifurquée », Smith (1987 : 6) soulignait à quel point les femmes sont amenées à prendre part à un monde académique qui dénie la validité des expériences de vie des femmes et qui les incite à accepter les définitions masculines des standards académiques dans les sciences sociales. L'univers académique reste adossé à un système capitalisé racialisé et patriarcal dont les asymétries structurelles impactent la fabrique du savoir scientifique. Même si ce modèle pourrait sembler daté, des études récentes (Fassa *et al.*, 2019 ; Dubois-Shaik *et al.*, 2019) confirment qu'il reste sous-jacent aux multiples critères de l'excellence académique occidental-centrée et valorise les normes de la masculinité hégémonique (Connell, 1995). Savoir et pouvoir sont ainsi inextricablement liés et se reproduisent à travers la pratique académique, encore aujourd'hui, même si ce processus est souvent nié.

² Pour Marks (2020) citée par Kessi *et al.* (2020 : 271), le terme « épicolonial » emprunte le préfixe « épi » (« au-dessus », « sur » ou « par-dessus ») pour désigner les caractéristiques de la colonialité qui sont au cœur des relations et des systèmes de pouvoir. L'auteure explique que les dynamiques épicoloniales sont des phénomènes dont les causes peuvent ou ne peuvent pas être directement attribuées aux héritages coloniaux, aux histoires conflictuelles et aux rencontres coloniales, mais au sein desquels les relations de pouvoir et les résultats peuvent manifestement être qualifiés de coloniaux.

Si de nombreux penseurs et penseuses francophones ont contribué aux débats sur la « décolonisation » et la production des savoirs (Hountondji, 1995 ; Mbembe, 2000 ; Kavwahirehi, 2008 ; Nyamba, 2005 ; Tonda, 2012 ; Vergès, 2019), le tournant décolonial peine à prendre corps dans les espaces francophones, où rayonne principalement l'Association pour l'anthropologie du développement et du changement social (APAD). Il semble pour l'heure davantage théorique que pratique, faute peut-être de passeurs/passeuses et de traducteurs/traductrices capables de l'introduire dans les cadres structurels si hiérarchisés et rigidifiés de l'académie. Celle-ci reste tributaire, en partie, du mode d'administration directe hérité du modèle colonial français. Le rôle des acteurs et actrices qui s'emparent des idées pour les amener dans de nouveaux espaces est donc fondamental (Gérardin-Laverge et Collier, 2020). C'est pourquoi cet article entend contribuer à la discussion en analysant quelques pratiques académiques au regard des arguments décoloniaux et du travail de décolonisation de l'univers académique. Il s'agit d'éclairer les affinités, les résonances, les échos des arguments décoloniaux avec le projet de l'APAD, et d'identifier quelques enjeux et chantiers restant à relever. Le but n'est pas de prendre position au sein des multiples approches décoloniales, dont certaines sont particulièrement abstraites, théoriques et désincarnées, mais, de manière peut-être moins courante, de promouvoir plutôt une approche pragmatique de la question. Sans s'enraciner dans la contestation pour la contestation, il s'agit d'examiner, par les pratiques, les éléments consubstantiels à la colonisation historique du champ académique global pour espérer faire bouger, de manière concrète, quelques lignes. En adossant cette réflexion à l'expérience de l'APAD, association qui s'est voulue, dès ses débuts, un pont entre le Nord et le Sud (devenu les Nord(s) et les Sud(s)), médiatrice entre des espaces universitaires africanistes situés en Europe et dans d'anciennes colonies africaines de la France, de l'Allemagne et de la Belgique entre autres, cet exercice périlleux de critique de la décolonialité ne semble pas moins pertinent.

Décoloniser en pratique l'univers académique à l'échelle globale : un lourd chantier en perspective

Suivant une conception universalisante et positiviste, le savoir scientifique est présenté comme un processus d'abstraction dont les résultats seraient applicables partout et valables pour toutes et tous. Héros des temps modernes motivé par l'engagement, le dévouement et la passion, tout·e chercheur·e y contribuerait librement et serait guidé·e par l'intérêt public, y compris en faisant vœu de pauvreté. Dans leurs récits, les universités ont ainsi tendance à présenter leur mission de recherche et leur engagement comme étant bienveillants et désintéressés (Kapoor, 2004 : 634), confinant dans la précarité les chercheur·es, notamment les plus jeunes. Cependant, comme tout travail, le travail scientifique est façonné par des forces sociales (Collyer *et al.*, 2019), ainsi que par des enjeux et des hiérarchies implicites et explicites variés. Cette critique de la science n'est pas nouvelle (Kuhn, 1962). La fabrique du savoir scientifique et son économie politique sont traversées par des inégalités structurelles à l'échelle globale. La connaissance n'est pas détachée des enjeux sociaux, politiques et économiques, ni de sa matérialité, ni de son contexte historique de production, et encore moins de ses modalités de circulation.

Les épistémologies féministes de la connaissance située/du point de vue, ainsi que les *subaltern* et les *postcolonial studies* ont déjà largement démontré que le savoir est façonné par la situation et les intérêts du groupe qui le produit (Gérardin-Laverge et Collier, 2020).

Si le savoir est socialement produit, il y a alors un processus de production, des ressources utilisées, une main-d'œuvre employée, un réseau de contacts et de collaborations, ainsi qu'un ensemble d'institutions. Contrairement aux idées reçues, particulièrement en sciences sociales et en recherche qualitative, la production et la circulation des savoirs scientifiques s'inscrivent *de facto* dans un système plus large de pratiques collectives et collaboratives impliquant du personnel académique et non académique (Collyer *et al.*, 2019). C'est pourquoi plusieurs auteur-es parlent de « chaînes d'approvisionnement de la recherche » (*research supply chain*) (Desai et Tapscott, 2015 ; Marchais *et al.*, 2020) qui s'inscrivent dans des inégalités, des hiérarchies et des pratiques professionnelles racialisées et/ou territorialisées, depuis la collecte de données sur les terrains situés dans les Suds, soit la majeure partie du monde, jusqu'aux universités et revues scientifiques, principalement situées dans les Nord pour celles qui comptent dans l'économie politique et désormais quantitative du savoir. Ce constat est particulièrement pertinent pour l'anthropologie, les *area studies* et les études sur le développement, autant de thématiques propres à l'APAD.

Ce mode de production est le reflet d'inégalités structurelles plus larges, historiquement situées, renvoyant au mode extractiviste typique du capitalisme impérial racialisé mis en œuvre depuis plus de 500 ans par les anciennes puissances coloniales européennes et, plus récemment, nord-américaine. C'est pour cette raison que, pour Collyer *et al.* (2019), il s'agit d'une erreur de parler de « science occidentale », comme si l'ensemble du processus de production du savoir était réalisé dans une seule partie du monde. Il semble plus pertinent de parler de « science impériale » (*idem* : 9) produisant un savoir et des discours qui, concernant le continent africain, possèdent une longue généalogie (Mudimbe, 1988) caractérisée par une asymétrie d'origine. Les informations et les données collectées dans les colonies étaient assemblées dans ce qu'on appelle aujourd'hui le Nord globalisé, devenu le site principal de théorisation³ dans le processus de production du savoir, tandis que le monde colonisé était (et reste) une source de données de première main et de première importance. Souvent invisibilisé-es, les chercheur-es des Suds étaient et sont toujours considéré-es comme des sources de données ou des informateurs et informatrices privilégié-es, au mieux des « interprètes » ou des « assistant-es de recherche ». Les métropoles transformaient ensuite ce savoir en sciences appliquées utilisées pour l'administration des territoires colonisés, puis pour une perspective développementiste dans les contextes postcoloniaux.

³ Pour Collyer *et al.* (2019 : 9), le processus de théorisation inclut la formalisation de la méthode de recherche, la création de règles pour la récolte de données et la façon d'administrer la preuve, ainsi que le développement des outils nécessaires à ce travail de collecte.

Dans ce processus historique, les universités et les instituts de recherche du Nord globalisé ont joué un rôle central, tandis que les acteurs et actrices des Suds périphériques impliqué-es dans ce processus devenaient dépendant-es des institutions, des concepts, des méthodes, des techniques et des façons de valider et de faire circuler le savoir scientifique développé au sein des métropoles. Il s'agit de cette dynamique d'extraversion du savoir décrite par Hountondji (1995). Cette science présentée comme impériale n'était bien entendu pas le seul système complexe de production de connaissances à l'échelle mondiale. Au fil du temps et de la structuration historique du champ académique, elle s'imposa comme hégémonique, tandis que les acteurs et actrices des Suds jouaient un rôle actif dans son développement, contraints dans un premier temps par ce qui deviendra avec le temps « la » norme, après les indépendances. Il n'est aujourd'hui plus à démontrer les liens historiques étroits entre les empires coloniaux et le développement des sciences sociales (Steinmetz, 2013). Pour Collyer *et al.* (2019 : 150-151), la situation hégémonique de l'économie globale du savoir peut donc être définie par trois caractéristiques : la centralité institutionnelle des élites universitaires, des centres de recherche, des revues, des maisons d'édition et des agences de financement de la recherche du Nord globalisé ; l'acceptation globale d'un cadre culturel pour la production du savoir, un cadre qui a émergé à l'époque des empires européens ; et l'implication active des forces de travail intellectuelles des Suds, créant un potentiel d'extraversion, de participation, d'agendas différents, de contestation, de tensions et de conflits. L'une des conséquences majeures de cette science impériale et de cette économie politique du savoir scientifique est alors une division internationale du travail scientifique qui épouse les lignes des anciens empires coloniaux (Nagtegaal et De Bruin, 1994).

Force est ainsi de constater que la plupart des grands colloques internationaux traitant de l'Afrique, voire même estampillés « african studies », ont « naturellement » lieu hors d'Afrique (European Conference on African Studies, ECAS ; African Studies Association Germany, VAD ; Rencontres des études africaines en France, REAF ; ou encore African Studies Association of the United Kingdom, ASUK, dont une version africaine, ASAA, a été créée récemment) et sont d'ailleurs souvent organisés par des institutions non africaines, y compris surtout sur le plan financier. La plupart de ces colloques se tiennent donc généralement dans le monde « riche », qui correspond peu ou prou au monde intellectuellement et académiquement aisé (même s'il a aussi ses problèmes et connaît ses précarités) détenant une grande légitimité pour, d'une part, centraliser les connaissances du et produites sur le monde « pauvre » et, d'autre part, débattre intellectuellement des Suds et surtout « valider » les discours sur les Suds.

À cette situation déjà inégale, malgré la proclamation des « collaborations » et des « partenariats » scientifiques Nord-Sud, s'ajoutent les pertes financières et le traitement dégradant subi par de nombreux chercheur-es des Suds, précaires ou non, dont les visas pour participer à des événements scientifiques situés au Nord sont régulièrement refusés. Ceux-ci incluent des séjours de recherche ou des participations à des conférences traitant de leur continent, et destinées à présenter des recherches s'appuyant sur leurs données qu'ils et elles sont rarement en mesure de valoriser en raison de l'architecture scientifique internationale. Les exemples de chercheur-es placés-es en centre de rétention

administrative ou victimes des excès des consulats et des services d'immigration européens sont nombreux. Un des rares cas qui a été médiatisé est celui du professeur Karmoko Kallouga Demba, placé pendant quatre jours en cellule dans la zone d'attente de l'aéroport de Paris en 2018⁴. Même si les chercheur-es des Nord(s) sont unanimes pour dénoncer ces pratiques et se montrent solidaires avec leurs collègues des Suds, l'institution universitaire se retrouve dans un contexte structurel contraignant plus large de gestion racialisée et inégale des frontières (Deridder et Pelckmans, 2020). L'APAD fait aussi régulièrement les frais de ces entraves à la circulation des chercheur-es des Suds à destination de l'Europe : plusieurs panels organisés ou sponsorisés par l'association ont ainsi vu des chercheur-es absent-es en raison de la non-obtention de visa. C'est d'ailleurs l'une des raisons majeures pour lesquelles l'APAD organise, en alternance, son colloque bisannuel sur les continents européen et africain.

De plus, de nombreuses bourses délivrées par des agences de financement anglophones du Nord globalisé ciblent en particulier des anciennes colonies (Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest anglophone), tandis que les bourses et les projets plutôt francophones recrutent davantage en Afrique de l'Ouest. La ligne de fracture instituée par la conférence de Berlin (15 novembre 1884 - 26 février 1885), redessinée au fil des deux guerres mondiales et ajustée par les guerres multiples post-indépendances, est demeurée prégnante. Par ailleurs, les anciennes colonies consacrent des budgets généralement inexistantes à la recherche et à la formation universitaires et reposent davantage sur un fonctionnement par projets pilotés depuis le Nord globalisé, perpétuant une forme de « colonialité de la connaissance » (Quijano, 2000 ; Tlostanova, 2012). Cette division globale du travail continue donc de produire des structures massives de centralité, de marginalité et d'inégalité à l'échelle planétaire, même s'il existe également de forts contrastes et inégalités au sein même de ces centres et périphéries (Berliner, 2021).

Encore récemment, deux des auteur-es du présent article, participant à la conception d'un projet de recherche de coopération universitaire entre la Belgique et deux pays des Suds, se retrouvèrent à devoir justifier et résumer « la plus-value » des institutions de recherche des pays dit « partenaires » des Suds par leur accès au terrain, leur ancrage géographique et leur connaissance empirique de celui-ci, nécessaires à la collecte de données dont la publication reviendra probablement majoritairement aux institutions des Nord(s). Le cadre fourni par le bailleur de fonds belge et dans lequel le projet doit s'inscrire demandait de justifier la plus-value de chaque acteur impliqué dans le consortium du projet. Cette plus-value s'est alors construite sur la base implicite de cette division racialisée et internationale du travail scientifique qui se reproduit et s'actualise ainsi au fil des projets, malgré les désaccords et le fait que les chercheur-es soient conscient-es de la vision réductrice et caricaturale proposée pour le rôle joué par chacun-e au stade de la formulation du projet, l'enjeu pragmatique d'obtenir les fonds surpassant, à ce moment-là, d'autres formes de considération.

⁴ Voir : <https://www.rfi.fr/fr/france/20181007-universitaire-senegalais-arrete-enferme-roissy-karamoko-kallouga-demba> (consulté le 15 septembre 2021).

Cette économie politique et coloniale dominante du savoir peine ainsi à s'estomper, malgré les multiples prises de conscience des inégalités structurelles qu'elle charrie. Tant les critiques féministes et décoloniales que les *subaltern* et les *postcolonial studies* s'accordent pour souligner ce constat. Le succès des carrières professionnelles dans les pays d'exercice des universitaires dépend d'ailleurs bien souvent d'un passage, de publications, voire d'une opportunité professionnelle, au sein de ces institutions et réseaux anglo-américains du Nord globalisé, dont la langue privilégiée est l'anglais. C'est ce que Hountondji (1995) qualifie de « nomadisme institutionnel », dont la « fuite des cerveaux » des Suds est un cas extrême et révélateur, et ceci alors même que les mobilités étudiantes Sud-Sud (Eyebiyi et Mazzella, 2014 ; Eyebiyi, 2020) peinent à être suffisamment valorisées. Plusieurs auteur-es soulignent ainsi l'autorité croissante des institutions du Nord globalisé dans cette économie politique et impériale du savoir qui n'échappe pas au tournant néolibéral du *New Public Management*. Ceci induit une compétition, une pression et une charge de travail accrues pour les enseignant-es-chercheur-es à l'échelle planétaire du fait de la marchandisation (*commodification*) des savoirs scientifiques, de leur consommation, de la course à la rentabilité et au profit. Les universités sont devenues dépendantes du marché et concourent les unes contre les autres pour obtenir des financements, des étudiant-es et du prestige, tout en restant enracinées dans les legs coloniaux contre lesquels elles peuvent parfois prétendre lutter. Ce tournant néolibéral a pour corollaire un accroissement de la précarité académique (Gallas, 2018), ainsi qu'une augmentation de l'anxiété, de la défiance et du sentiment d'aliénation par rapport au fonctionnement académique (Collyer *et al.*, 2019 : 22). Les pays des Suds restent davantage fragilisés par ces dynamiques. Chaque contexte national possède bien entendu sa propre histoire, ainsi que des conditions économiques, sociopolitiques et matérielles pour la recherche qui lui sont propres, complexifiant davantage la situation sans pour autant l'améliorer. Et toute personne impliquée dans cette production du savoir scientifique doit faire face, de manière inégale, aux défis imposés par ces contextes institutionnels et nationaux, fabriquant des compromis plus ou moins efficaces, plus ou moins complexes, mais n'en réchappant jamais complètement. Dès lors, il apparaît essentiel de rappeler que l'univers académique ainsi que ses enseignant-es-chercheur-es à l'échelle globale sont toujours affectés, de manière inégale, selon cette matrice race/classe/genre, par cette organisation structurelle inégalitaire de la fabrique du savoir.

Enfin, des débats et des initiatives sur les enjeux de la décolonisation de l'univers académique prennent de plus en plus corps ces dernières années. Leur objectif est de rompre avec cette colonialité du monde académique. Pourtant, comme nous le verrons plus bas, même ces espaces restent perméables aux « inégalités, aux hiérarchies sociales, aux répertoires discursifs et aux biais cognitifs » qui ont un caractère racialisé et genré (Marchais *et al.*, 2020 : 373 ; Moosavi, 2020).

À l'occasion d'un prestigieux colloque organisé par une université anglophone du Nord, deux jeunes chercheuses organisèrent une table ronde sur les enjeux de la décolonisation de l'univers académique, leur permettant dans la foulée de lancer un numéro thématique d'une revue qu'elles avaient coordonné sur le sujet. Ces deux organisatrices, des jeunes femmes blanches formées dans le monde anglophone (Royaume-Uni et États-Unis),

avaient réuni des jeunes chercheur·es noir·es, à l'exception de l'une d'entre eux/elles qui était blanche. Celle-ci devait sa présence au fait qu'elle coorganisait un panel à la conférence sur un thème semblable avec l'un de ses collègues africains présent à la table ronde. Or, jusqu'à la dernière minute, ce dernier ne pouvait garantir sa présence à l'événement car sa demande de visa avait été, dans un premier temps, refusée, puis satisfaite sans qu'il y ait eu besoin de fournir des pièces nouvelles ou complémentaires. Dès lors, pour avoir un·e représentant·e de ce panel, la jeune chercheuse blanche, rattachée à une université européenne, fut aussi conviée, quasi accidentellement, à cette table ronde. Finalement, son co-panéliste africain fut présent. Ces deux panélistes, seuls francophones, ne connaissaient pas les autres invité·es, lesquels semblaient bien se connaître et étaient des figures importantes engagées dans diverses initiatives décoloniales dans l'espace anglophone. Dans la salle de conférences, la mise en scène et l'image qui en résultaient étaient saisissantes : les panélistes noir·es et la panéliste blanche étaient assis ensemble, en ligne, en contrebas de l'auditoire, tandis que les deux organisatrices blanches de la table ronde se trouvaient dans la salle, assises à une bonne quinzaine de mètres. Ces dernières posaient des questions non communiquées à l'avance tandis que les panélistes devaient y répondre l'un·e à la suite de l'autre. L'auditoire, majoritairement blanc, comptant plus d'une centaine de participant·es, était massé en face des panélistes majoritairement noir·es, et prenait des photos et des notes. Le public n'eut pas l'occasion d'échanger avec eux/elles. L'activité se déroula uniquement en anglais, même si l'un des panélistes décida de parler chaque fois en anglais, puis en français pour témoigner de la nécessité, justement, de rompre avec cette domination de la langue anglaise dans l'univers académique au cours d'un colloque estampillé « études africaines » et auquel prenaient aussi part des locuteurs et locutrices non anglophones. Une fois l'activité terminée, les panélistes n'eurent plus jamais de nouvelles jusqu'au jour où fût publié, à leur insu, un article dans une revue académique sur cette activité. En d'autres termes, les organisatrices blanches qui avaient voulu débattre de la décolonisation valorisèrent l'activité à l'insu des panélistes, et à leur compte, reproduisant ainsi des pratiques qu'elles dénonçaient par ailleurs.

Les théoricien·nes antiracistes soutiennent, de manière convaincante, que les bonnes intentions n'empêchent pas la reproduction involontaire et inconsciente des hiérarchies raciales et/ou genrées (Bonilla-Silva, 2019). Dans le cas décrit, les organisatrices tentèrent de répondre à un aspect du projet décolonial – en mettant en avant le travail de militant·es et/ou de chercheur·es africain·es –, mais sans prêter attention à un aspect tout aussi important, à savoir la pédagogie décoloniale. Cette approche souligne la nécessité de créer des espaces d'échange et de dialogue bienveillants dans lesquels les participant·es se sentent en sécurité, à l'aise et capables de partager et de débattre, notamment pour remettre en cause et critiquer les relations de domination (Hooks, 1994). Il faut également souligner que la portée des actions décoloniales des chercheur·es individuel·les est souvent limitée par l'existence de contraintes structurelles et infrastructurelles, comme par exemple l'agencement traditionnel des auditoriums universitaires, face auxquels les chercheur·es et les enseignant·es se sentent souvent impuissant·es (Moosavi, 2020). Cela dit, les expérimentations entreprises dans le sillage du tournant décolonial dans le monde

anglophone ont créé un nouveau champ de possibilités d'actions qui reste peu discuté dans le monde francophone ou au sein d'associations comme l'APAD, laissant ouvertes des possibilités de réflexions.

Considérations finales : ouvertures pour l'APAD

Dans son projet fondateur, l'APAD se voulait être une association euro-africaine constituée de chercheur·es et de praticien·nes d'horizons géographiques et disciplinaires différents travaillant sur les enjeux du développement et du changement social. Dès le départ, l'ambition consistait à construire, chemin faisant, une association scientifique comme lieu d'échanges rigoureux, à travers ses colloques alternés entre les continents africain et européen, ainsi que la publication régulière du *Bulletin de l'APAD*, devenu en 2014 la revue bilingue *Anthropologie & développement*. La revue a suivi le tournant numérique et est en accès libre afin d'en favoriser l'accessibilité aux étudiant·es, aux praticien·nes du développement et aux collègues dont les universités dans les Suds n'ont souvent pas d'abonnements aux bouquets de revues académiques. L'APAD se voulait être un lieu de rencontre, plutôt horizontale, entre chercheur·es des Nords et des Suds, en incluant une dimension transgénérationnelle et formatrice pour les jeunes générations, *via* notamment l'université d'été du LASDEL (Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local) au Niger ou l'École doctorale européenne en anthropologie du développement et des dynamiques sociales, qui en est à sa 13^e édition bisannuelle cette année. Les membres de l'APAD étaient et sont toujours majoritairement africain·nes et européen·nes.

D'emblée, l'APAD s'est donc constituée en étant consciente des asymétries structurelles composant les univers académiques européens et africains, entre mondes francophone et anglophone, face à une hégémonie des académies anglo-américaines. L'association entendait et entend encore proposer un espace qui ne reproduit pas à l'identique les rapports de domination, les asymétries structurelles et les normes hégémoniques de l'univers académique. Ceci lui confère des affinités certaines avec l'ambition de décolonisation de l'académie. Néanmoins, tout en gagnant ses galons comme association scientifique publiant une revue reconnue internationalement, élément aujourd'hui essentiel et incontournable dans l'économie globale du savoir, est-ce que l'APAD ne s'est pas retrouvée à incorporer un peu plus ces normes hégémoniques qu'elle critique et conteste, la positionnant ainsi dans une situation de dissonance cognitive expérimentée par de nombreux chercheur·es au quotidien ? Collins (1997 : 375) démontre en effet à quel point « la connaissance continue à jouer un rôle fondamental dans le maintien ou la transformation des systèmes de pouvoir injustes ». À travers leurs pratiques quotidiennes, les acteurs et actrices des mondes académiques contribuent ainsi à la reproduction de ces hiérarchies de classe, de race et de genre, et à rendre résilientes les asymétries structurelles et les rapports de pouvoir qui en découlent.

L'enseignement constitue un axe central pour contribuer à décoloniser l'univers académique car il permet de remiser la « bibliothèque impériale » (Mudimbe, 1988), de repenser la pédagogie et les pratiques d'écriture, et de proposer des pratiques de

recherche et de collaboration plus égalitaires (Piron, 2018) tout en formant les générations futures. Or l'APAD a suivi l'architecture académique et financière mise en œuvre ces dernières années sur le continent européen qui consiste à scinder recherche et enseignement. Les deux événements majeurs de formation des jeunes chercheur-es, initialement liés à l'APAD, ne se retrouvent aujourd'hui plus au cœur de l'association. Celle-ci n'échappe pas aux conditions matérielles de l'univers académique, ni à l'histoire des patronages et des réseaux traversant l'association. De plus, les débats décoloniaux autour de l'enseignement semblent avoir été négligés dans le monde francophone. Dès lors, ce texte suggère quelques pistes contribuant à cette décolonisation de l'univers académique.

Tout d'abord, il s'agit d'enseigner la rencontre coloniale, ainsi que le projet impérialiste couplé à sa mission civilisatrice et humanitaire auto-assignée dont découle l'hégémonie blanche occidentale et patriarcale contemporaine. Cela permet de situer cette matrice violente articulant race/classe/genre/savoir qui s'est historiquement construite, à l'échelle globale, à travers les processus de colonisation, et qui est imbriquée dans des contextes singuliers aux processus historiques longs et complexes. La diffusion d'un film comme *Concerning Violence* de Göran Hugo Olsson (2014) permet, par exemple, d'amorcer le dialogue avec l'auditoire de manière concrète et sous un angle généralement peu abordé dans les années d'études antérieures à l'université. Ensuite, il s'agit de conscientiser les étudiant-es sur l'économie politique de l'univers académique et ses asymétries structurelles impactant la fabrique du savoir scientifique. Pour ce faire, il est essentiel de contextualiser les tensions idéologiques, les conflictualités qui traversent les disciplines, ainsi que les relations de pouvoir qui se jouent dans les pratiques scientifiques et l'univers académique (Collins, 1997 : 375). Il s'agit de retracer l'histoire et l'évolution des idées, de situer les auteur-es, les figures marquantes des disciplines et leurs productions scientifiques dans leurs contextes de production sociohistorique, politique, économique et géographique, en fonction des enjeux et de la conflictualité sociale de leurs temps. Cela permet de désacraliser et d'aborder de manière critique les textes canoniques des disciplines universitaires, rédigés majoritairement par des acteurs en position de privilèges (Connell, 2007 ; Meudec, 2017 ; Decolonising SOAS Working Group, 2018). Dans la foulée, il importe également de découvrir et de promouvoir, dans les publications, les enseignements et les colloques ou les séminaires, les travaux d'auteur-es moins connu-es, aux positionnalités diverses et subalternes, pour démontrer comment leurs apports reflètent mieux l'expérience plurielle de la subalternité (Alatas et Sinha, 2017 ; Connell, 2007 ; Langdon, 2013 ; Santos, 2014).

Enfin, il s'agit d'imaginer et de mettre en œuvre des collaborations équilibrées entre univers académique et extra-académique. Dans cet ordre d'idées peut s'inscrire, par exemple, l'organisation pour les étudiant-es d'une visite décoloniale du cœur historique d'une ville comme Bruxelles, animée par le Collectif « Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations » (CMCLD), une association belge fondée par des membres de la diaspora africaine. Une telle visite peut permettre aux étudiant-es de percevoir la violence structurelle de la colonialité matérialisée dans l'espace public, de manière davantage expérientielle et engageante. De plus, élargir les définitions de l'expertise dans la production des savoirs, en reconnaissant dans les publications et les enseignements

comment des personnes travaillant en dehors du milieu universitaire, dont les militant-es et les praticien-nes, peuvent contribuer à documenter et à théoriser le monde (Mignolo et Walsh, 2018 ; voir aussi Newman et Fichtner dans ce numéro), est une exigence éthique, tout autant que la réduction des comportements extractivistes et instrumentaux. Ces différentes pistes contribuent à atténuer l'impensé généralisé de la rencontre coloniale et de sa colonialité dans les curriculums universitaires des Nords et des Suds globalisés.

Enfin, l'APAD devra davantage continuer à valoriser à la fois une réflexion critique sur l'univers académique et ses transformations structurelles, la production des savoirs et les « collaborations Nord-Sud », ainsi qu'une réflexivité forte sur ses propres modes de fonctionnement, activités et ambitions. Plusieurs de ses membres ont déjà entamé ce cheminement (Moity-Maïzi, 2011 ; de Lame et Mazzocchetti, 2012 ; Ouattara et Ridde, 2013). Certes, un recul historique sur les actions et les discours visant la décolonisation de l'univers académique montre qu'une prise de conscience des enjeux et même des efforts associatifs ne suffiront pas à infléchir la tendance. Le changement requiert une approche pragmatique. Néanmoins, dans un contexte de précarité académique globalisé, force est de constater que tous les acteurs et actrices ne possèdent pas une capacité d'action à un niveau structurel en ce qui concerne l'immense chantier de décolonisation de l'univers académique. Dès lors, l'ambition collective, collaborative et transgénérationnelle de l'APAD reste plus que jamais d'actualité, pour autant qu'elle s'inscrive dans un mouvement collectif et convergent auquel il faut sensibiliser les pouvoirs publics, tutelles des universités dans les Suds comme dans les Nords.

Bibliographie

- Abu-Lughod L., 2016 [1986], *Veiled Sentiments: Honor and Poetry in a Bedouin Society*, Oakland, University of California Press.
- Alatas S.F., Sinha V., 2017, *Sociological Theory beyond the Canon*, London, Palgrave Macmillan.
- Avanza M., Fillieule O., Masclet. C., 2015, « Ethnographie du genre. Petit détour par les cuisines et suggestions d'accompagnement », *Sociologies*, <https://journals.openedition.org/sociologies/5071> (consulté le 15 septembre 2021).
- Berliner D., 2021, « Anglo-American Hegemony in Contemporary Anthropology. Some Personal Dilemmas », *David Berliner Blog*, <https://db.hypotheses.org/201> (consulté le 22 juillet 2021).
- Bonilla-Silva E., 2019, « Feeling Race: Theorizing the Racial Economy of Emotions », *American Sociological Review*, n° 84(1), pp. 1-25.
- Collins P.H., 1997, « Comment on Hekman's "Truth and Method: Feminist Standpoint Theory Revisited": Where's the Power? », *Signs*, n° 22(2), pp. 375-381.
- Collyer F., Connell R., Maia J.L.A., Morrell R., 2019, *Knowledge and Global Power: Making New Sciences in the South*, Clayton, Australia, Monash University Publishing.
- Connell R.W., 1995, *Masculinities*, Sydney, Allen & Unwin.
- Connell R.W., 2007, *Southern Theory: The Global Dimensions of Knowledge in Social Science*, Sydney, Allen & Unwin.

- Decolonising SOAS Working Group, 2018, *Decolonising SOAS Learning and Teaching Toolkit for Programme and Module Convenors*, SOAS, <https://blogs.soas.ac.uk/decolonisingsoas/files/2018/10/Decolonising-SOAS-Learning-and-Teaching-Toolkit-AB.pdf> (consulté le 10 septembre 2021).
- Deridder M., Pelckmans L. (éd.), 2020, « Perspectives ouest-africaines sur les politiques migratoires et sécuritaires européennes », *Anthropologie & développement*, n° 51.
- Desai D., Tapscott R., 2015, « Tomayto Tomahto: The Research Supply Chain and the Ethics of Knowledge Production », *Humanity Journal*, <http://humanityjournal.org/blog/tomayto-tomahto-the-research-supply-chain-and-the-ethics-of-knowledge-production/> (consulté le 23 juillet 2021).
- Dubois-Shaik F., Fusulier B., Lits G., 2019, « L'excellence académique entre "compétition" et "intégration". Analyse des critères de recrutement académique et des biais de genre qu'ils induisent », *Sociologies*, <https://journals.openedition.org/sociologies/11786> (consulté le 22 juillet 2021).
- Eyebiyi E.P., 2020, « Des pôles d'excellence dans les Suds ? Mobilités étudiantes et spécialisation des médecins béninois au Sénégal », in Y. Bettahar (éd.), *Universités et grandes écoles. Circulations internationales étudiantes d'hier à aujourd'hui*, Nancy, PUN - Éditions universitaires de Lorraine, p. 201-222.
- Eyebiyi E.P., Mazzella S., 2014, « Introduction. Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur », *Cahier de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 13, pp. 7-24.
- Fassa F., Benninghoff M., Kradolfer S., 2019, « Universités : les politiques d'égalité entre femmes et hommes à l'heure de l'excellence », *Sociologies*, <https://journals.openedition.org/sociologies/11773> (consulté le 22 juillet 2021).
- Flores Espínola A., 2012, « Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du "point de vue" », *Cahiers du Genre*, n° 53, pp. 99-120.
- Gallas A., 2018, « The Precarisation of Academic Labour: A Global Issue », *Global Labour Column*, n° 301, Johannesburg, University of the Witwatersrand.
- Gérardin-Laverge M., Collier A.-C., 2020, « Circulation et production des savoirs. Une discussion épistémologique », *Terrains/Theories*, n° 11, <https://journals.openedition.org/teth/2588> (consulté le 26 juillet 2021).
- Grosfoguel R., 2007, « The Epistemic Decolonial Turn », *Cultural Studies*, n° 21(2-3), pp. 211-223.
- Haraway D. J., 1988, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, n° 14(3), pp. 575-599.
- Harding S., 1986, *The Science Question in Feminism*, Ithaca, Cornell University Press.
- Hooks B., 1994, *Teaching to Transgress: Education as the Practice of Freedom*, New York-London, Routledge.
- Hountondji P.J., 1995, « Producing Knowledge in Africa Today. The Second Bashorun M. K. O. Abiola Distinguished Lecture », *African Studies Review*, n° 38(3), pp. 1-10.
- Kapoor I., 2004, « Hyper-Self-Reflexive Development? Spivak on Representing the Third World "Other" », *Third World Quarterly*, n° 25(4), pp. 627-647.

- Kawahirehi K., 2008, « De la géopolitique de la connaissance et autres stratégies de décolonisation du savoir », *Quest: An African Journal of Philosophy/Revue africaine de philosophie*, n° 22, pp. 7-24.
- Kessi S., Marks Z., Ramugondo E., 2020, « Decolonizing African Studies », *Critical African Studies*, n° 12(3), pp. 271-282.
- Kuhn T.S., 1962, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, Chicago University Press.
- Lame D. de, Mazzocchetti J. (éd.), 2012, *Interfaces empiriques de la mondialisation/African Junctions under the Neoliberal Development Paradigm*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.
- Langdon J., 2013, « Decolonising Development Studies: Reflections on Critical Pedagogies in Action », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, n° 34(3), pp. 384-399.
- Maldonado-Torres N., 2011, « Thinking through the Decolonial Turn: Post-Continental Interventions in Theory, Philosophy, and Critique. An Introduction », *Transmodernity: Journal of Peripheral Cultural Production of the Luso-Hispanic World*, n° 1(2), <https://escholarship.org/uc/item/59w8j02x> (consulté le 15 septembre 2021).
- Marchais G., Bazuzi P., Amani Lameke A., 2020, « "The Data Is Gold, and we are the Gold-Diggers": Whiteness, Race and Contemporary Academic Research in Eastern DRC », *Critical African Studies*, n° 12(3), pp. 372-394.
- Marks Z., 2020, « African Studies for the 21st C. », Unpublished manuscript.
- Mbembe A., 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- Meudec M., 2017, « Pour une anthropologie décoloniale au service de la justice sociale », *Revue d'études décoloniales*, <http://reseaudecolonial.org/2017/10/01/pour-une-anthropologie-decoloniale-au-service-de-la-justice-sociale/> (consulté le 15 septembre 2021).
- Mignolo W.D., 2017, « Coloniality Is Far from Over, and so Must Be Decoloniality », *Afterall: A Journal of Art, Context and Enquiry*, n° 43, pp. 38-45.
- Mignolo W.D., Walsh C.E., 2018, *On Decoloniality: Concepts, Analytics, Praxis*, Durham, Duke University Press.
- Moity-Maïzi P., 2011, « Interroger la localisation et la circulation des savoirs en Afrique », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n° 5(3), pp. 473-491.
- Moosavi M., 2020, « The Decolonial Bandwagon and the Dangers of Intellectual Decolonisation », *International Review of Sociology*, n° 30(2), pp. 332-354.
- Moreno E., 1995, « Rape in the Field: Reflections from a Survivor », in D. Kulick, M. Willson (eds.), *Taboo: Sex, Identity and Erotic Subjectivity in Anthropological Fieldwork*, London, Routledge, pp. 166-189.
- Mudimbe V. Y., 1988, *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press.
- Nagtegaal L.W., De Bruin R.E., 1994, « The French Connection and other Neo-Colonial Patterns in the Global Network of Science », *Research Evaluation*, n° 4(2), pp. 119-127.

- Ndlovu-Gatsheni S.J., 2018, *Epistemic Freedom in Africa: Deprovincialization and Decolonization*, London, Routledge.
- Ndlovu-Gatsheni S., 2021, « Le long tournant décolonial dans les études africaines. Défis de la réécriture de l'Afrique », *Politique africaine*, n° 161-162, pp. 449-472.
- Nyamba A., 2005, « Quelle place pour les systèmes éducatifs et de formation dans la mondialisation ? Les systèmes éducatifs et de formation africains : une situation chaotique et paradoxale », *Éducation et sociétés*, n° 16, pp. 53-69.
- Quattara F., Ridde V., 2013, « Expériences connues, vécues... mais rarement écrites. À propos des relations de partenariat Nord-Sud », *Nouvelles pratiques sociales*, n° 25(2), p. 231-246.
- Piron F. (éd.), 2018, *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*, Creative Commons, <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/> (consulté le 15 septembre 2021).
- Quijano A., 2000, « Coloniality of Power and Eurocentrism in Latin America », *International Sociology*, n° 15(2), pp. 215-232.
- Quijano A., 2007, « "Race" et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, n° 51, pp. 111-118.
- Santos B.S., 2014, *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*, London, Routledge.
- Smith D.E., 1987, *The Everyday World As Problematic: A Feminist Sociology*, Boston, Northeastern University Press.
- Smith D.E., 1990, *The Conceptual Practices of Power: A Feminist Sociology of Knowledge*, Boston, Northeastern University Press.
- Steinmetz G. (ed.), 2013, *Sociology and Empire: The Imperial Entanglements of a Discipline*, Durham, Duke University Press.
- Tlostanova M., 2012, « Postsocialist ≠ Postcolonial? On Post-Soviet Imaginary and Global Coloniality », *Journal of Postcolonial Writing*, n° 48(2), pp. 130-142.
- Tonda J., 2012, « L'impossible décolonisation des sciences sociales africaines », *Mouvements*, n° 72, pp. 108-119.
- Tuck E., Yang K.W., 2012, « Decolonization Is not a Metaphor », *Decolonization: Indigeneity, Education & Society*, n° 1(1), pp. 1-40.
- Vergès F., 2019, *Un féminisme décolonial*, Paris, La fabrique éditions.